

Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich
a.s.b.l.

29, rue Benjamin Franklin
L - 1540 L u x e m b o u r g

Réf.: 9/2012/713 CH
prière de rappeler dans toute correspondance

Luxembourg, le 9 janvier 2013

Madame,
Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier du 5 janvier 2013 par lequel vous avez demandé des renseignements sur la destination de la maison d'habitation sise 24, rue Christophe Colomb.

En réponse, je voudrais vous informer que je suis saisi d'une demande en autorisation de bâtir introduite par la société abc architecture, agissant au nom et pour compte de Monsieur Francesco Anelli, en vue de la construction d'un immeuble résidentiel à 3 appartements sur la parcelle visée.

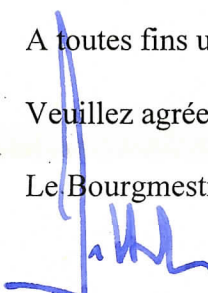
Actuellement, le dossier est en instruction auprès du service de l'urbanisme et du développement urbain - police des bâtisses.

Un avis au public a été communiqué au bureau d'architecture avec prière de l'afficher sur place, de façon accessible et de manière visible et lisible.

A toutes fins utiles, je joins une copie de l'avis au public dont question.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Bourgmestre,



Réf.: 9/2012/713

AVIS AU PUBLIC

Conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, il est porté à la connaissance du public qu'une demande a été introduite en vue d'obtenir une autorisation de bâtir pour

la démolition du bâtiment existant et la construction d'un immeuble résidentiel à 3 appartements à l'adresse 24, rue Christophe Colomb.

Pendant le délai d'instruction du dossier, le présent avis est affiché, par les soins du requérant, de façon accessible et de manière visible et lisible sur la parcelle destinée à recevoir l'implantation de la construction.

Toute personne qui estime que les décisions administratives à prendre au sujet de cette demande sont susceptibles d'affecter ses droits et intérêts pourra faire connaître ceci par écrit au bourgmestre.

Elle aura par la suite la possibilité de consulter le dossier et de présenter ses observations éventuelles.

Luxembourg, octobre 2012